

PS : Chères/chers sœurs et frères en Christ,

L'histoire de Jésus et des pharisiens qui lui posent la question de l'impôt dû à César – ou pas – est pour moi tout à fait paradigmatique. Elle dit quelque chose de fondamental sur des questions éthiques que se posaient ses contemporains, notamment sur le degré de loyauté à apporter à un pouvoir oppressif et étranger. Mais cette histoire, à travers l'attitude de Jésus, nous enseigne aussi quelque chose sur le moyen, peut-être, de contrecarrer des affrontements binaires où il n'y aurait que des perdants.

En la relisant, je reste interloqué par la pirouette impressionnante de Jésus, qui réussit à sortir la tête haute de cette embuscade intellectuelle. Car le point de départ, le piège tendu par les adversaires de Jésus, est clair. Si jamais Jésus se laissait aller à dire qu'il condamne l'impôt romain, il appellerait clairement à la résistance politique – ce qui constituerait le motif escompté pour le livrer aux autorités. Et s'il devait se prononcer en faveur de l'impôt romain, il passerait pour un collaborateur, voire carrément pour un traître aux yeux de son entourage et de ceux que son message pouvait toucher.

Mais voilà qu'il réussit donc l'impossible en se dérochant avec autorité à ce piège et en déclarant, à la fin de l'altercation, le fameux : «Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui est à Dieu», une expression qui est devenue proverbiale dans beaucoup de langues depuis.

Avant de me tourner vers mon partenaire de prédication de ce matin, encore un point de compréhension, qui m'a en tout cas, moi, intéressé. L'histoire raconte que les pharisiens envoyèrent des «Hérodiens» pour confronter Jésus. Les commentateurs bibliques ne sont pas tout à fait certains, mais ces partisans d'Hérode sont sans doute des juifs favorables à la restauration du pouvoir d'Hérode sur toute la Palestine (cf. Les Évangiles. Textes et commentaires, Bayard, 2001, p. 228). Ce sont, si vous voulez, les royalistes de notre histoire, et cela ajoute une position supplémentaire au dilemme impossible de Jésus.

Jürg, qu'est-ce qui, selon toi, rend ce texte aussi intrigant ?

JS : Moi aussi, j'ai été frappé par ce funeste «ou bien... ou bien» qui traverse notre récit, par cette alternative sans issue devant laquelle les disciples des pharisiens et les hérodiens placent Jésus : «Ou bien tu fais l'un, ou bien tu fais l'autre ; entre les deux, il n'y a rien.» Et comme tu l'as déjà dit, Paul, cette manière binaire de poser la question ne permet, au fond, que de donner une mauvaise réponse : quoi qu'on dise, on tombe dans le piège. Nous ne rencontrons pas seulement ce type de questionnement et de débat dans notre passage de

l'Évangile selon Matthieu. Nous le connaissons bien dans les médias, notamment dans les débats politiques, où l'on exige sans cesse des participantes et des participants qu'ils se prononcent clairement pour ou contre. Et malheur à celle ou celui qui ose dire que les choses ne sont pas si simples : on le somme alors, avec d'autant plus d'insistance, de parler enfin clairement. Une prise de position bien tranchée sur laquelle le camp adverse pourra aussitôt s'acharner. Je dois dire que j'en ai de plus en plus assez de ces affrontements à coups de formules binaires qui marquent si fortement notre époque. Je ne sais pas ce qu'il en est pour vous.

Mais là où l'on ne pense et ne juge plus qu'en termes binaires, on finit par perdre le sens des nuances, le sens de la complexité qui caractérise pourtant notre réalité, et finalement aussi le sens du compromis et de l'entente : cette capacité à quitter une position extrême pour chercher une voie médiane qui, à première vue, peut paraître bien peu enthousiasmante. Le monde semble se réduire toujours davantage à des «ou bien... ou bien». Et je trouve cela regrettable, oui, même terriblement dange-reux.

En relisant attentivement ce texte, je me suis arrêté sur un tout petit mot dans la réponse de Jésus. Pour moi, il ouvre précisément une autre voie que cette funeste logique du «ou bien... ou bien». C'est le petit mot «ET», qui relie les deux parties de sa réponse : «Rendez à César ce qui est à César, ET à Dieu ce qui est à Dieu.» Oui, exactement : ce «ET» relie, là où le «ou bien... ou bien» sépare.

Il me semble, en outre, que ce «ET» correspond bien mieux aux conditions concrètes de notre existence. Souvent, nous devons faire les deux, même si cela ne nous convient guère. Nous sommes sujets de César, citoyens de l'État, pris dans des réalités auxquelles nous ne pouvons pas simplement nous soustraire. Nous devons payer des impôts ; nous faisons partie d'une société fondée sur l'exploitation et qui vit aux dépens d'autres êtres humains. Et lorsque nous achetons des avocats au supermarché, nous nous retrouvons, une fois encore, impliqués dans un vaste réseau de problèmes.

Et pourtant, il nous est permis de croire en Dieu, de croire que son Royaume viendra, oui, qu'il fait déjà irruption parmi nous et qu'il grandit. Nous vivons dans ces deux dimensions de la réalité. Et grâce à ce «ET», nous pouvons croire qu'un jour elles se rejoindront, seront réconciliées et ne feront plus qu'une.

Ce «ET» qui relie pourrait dénouer bien des situations figées dans notre monde, ces situations qui apparaissent lorsque, dans notre manière de penser, nous séparons l'un de l'autre ce qui pourrait être mis en relation.



Un jour, au cours d'une vive discussion, un ami m'a dit : «Quand tu argumentes, essaie de ne pas toujours dire «MAIS» ; remplace-le plutôt par un «ET».» Et voilà que, soudain, notre échange a pris une tournure tout à fait positive... Ne sous-estimons donc pas la force de ce petit mot : «ET» !

Cela dit, si le «ET» peut relier des réalités différentes, il ne signifie pas pour autant que celles-ci aient toutes la même valeur. L'une peut tout à fait être plus importante que l'autre. Et il me semble qu'il en va ainsi dans cette petite phrase qui évoque ce que nous devons rendre à César et à Dieu. D'ailleurs, le verbe que nous avons traduit par «rendre» pourrait aussi être traduit par «devoir». Qu'en penses-tu, Paul ? Ce que nous devons aux êtres humains et ce que nous devons à Dieu est-il vraiment de même nature, de même ampleur, même si nous sommes appelés à faire l'un et l'autre ?

PS : Merci pour ta question, cher Jürg. J'aime beaucoup ton idée du «ET», qui dépasse la séparation et invite à la relation. Et cela me fait également plaisir que tu poses la question du «devoir». Est-ce que ce que nous «devons» à la société, vis-à-vis des autres, est de même nature que ce que nous devons à Dieu ? Qu'est-ce que nous, chrétiennes et chrétiens modernes, devons au juste à Dieu ?

Il y a certainement plusieurs manières d'aborder cette question. J'aimerais tenter d'y répondre en faisant un détour par l'histoire de notre Église, parce que cela me semble encore pertinent aujourd'hui.

La question de l'obéissance au pouvoir en place – le fameux «Rendez à César ce qui est à César» – s'est posée avec une acuité particulière lors de la révolte des paysans, au XVI^e siècle, alors que la Réformation prenait son envol.

À l'époque, les paysans du grand Empire germanique, avec ses mille petits royaumes, comtés et principautés, étaient soumis à de lourdes obligations : les corvées, les nombreuses taxes, les impôts payés en nature, notamment sous forme d'animaux remis à leur seigneur local, ainsi que les contributions obligatoires destinées au prêtre de leur paroisse. Depuis la fin du XV^e siècle, ces charges extrêmement lourdes avaient suscité une série de révoltes, notamment dans le Rhin supérieur et en Allemagne centrale.

Ces soulèvements, d'abord dispersés, ont finalement débouché sur une véritable guerre civile en 1525. D'un côté, une immense masse de paysans, armés de moyens de fortune ; de l'autre, des troupes de soldats lourdement armés et cuirassés.

Vous le savez peut-être, Thomas Müntzer, un ancien compagnon de route de Luther, devint un défenseur acharné de la cause paysanne. Il préconisait le recours

à la violence contre les seigneurs, car, prêchait-il, Dieu était du côté des pauvres et des opprimés, et leur combat était juste !

Ce soulèvement se termina dans un bain de sang. Les chefs de ces révoltes qui n'étaient pas tombés au combat furent systématiquement torturés et exécutés. On estime que les affrontements et leur répression firent des dizaines de milliers de morts, peut-être même jusqu'à cent mille.

Luther fut témoin de ces atrocités. C'est sous le coup de ces événements qu'il rédigea, en 1525, un texte dans lequel il prit clairement position en faveur du pouvoir en place et justifia la répression impitoyable des insurgés. Et, vous l'aurez deviné, la première citation biblique qu'il invoque pour défendre sa position est celle-ci : «Rendez à César ce qui est à César».

Ce texte de Luther marque un tournant dans l'histoire du protestantisme luthérien. Quelqu'un a écrit que Luther avait définitivement retiré à la Réformation son «élan révolutionnaire».

Pendant mes études, je me souviens avoir d'abord été révolté par le manque d'empathie de Luther envers les paysans et leur cause. J'avais le sentiment qu'il avait failli à son devoir de chrétien : un devoir de solidarité, de consolation et de compassion envers celles et ceux qui souffrent. À mes yeux, il avait accordé une importance démesurée au devoir d'obéissance au pouvoir en place.

Cette position du protestantisme, favorable à l'ordre établi, est longtemps restée dominante. Elle a continué à hanter les théologiens luthériens jusqu'au XX^e siècle. Il a fallu que survienne la crise la plus grave de l'histoire moderne, avec les atrocités du régime hitlérien, pour que soit enfin repensé le rapport entre le devoir politique ou civique et le devoir chrétien.

Celui qui a vécu de la manière la plus tragique les limites de cette position d'obéissance, voire de soumission au régime en place, quelles que soient sa forme et ses pratiques, fut Dietrich Bonhoeffer. En tant que théologien luthérien, il a dû se libérer péniblement des positions de ses maîtres pour développer l'idée d'un droit à la résistance politique – et même, dans certaines circonstances, d'un devoir de résistance, lorsque le pouvoir en place est un régime totalitaire fondé sur la négation du droit, qui terrorise et persécute une partie de sa population.

L'argument central de Bonhoeffer est le suivant : lorsqu'un pouvoir politique cherche à se substituer à Dieu, en prétendant que certaines personnes ne sont pas dignes de vivre et en imposant la volonté d'un dirigeant aux consciences individuelles, il devient un pouvoir qui détruit le droit lui-même. Il perd alors toute légitimité, puisqu'il manque à ses fonctions fondamentales : maintenir la paix, alors qu'il provoque la guerre, et garantir la



justice, alors qu'il persécute notamment les Juifs.

Pour répondre à ta question, cher Jürg, je dirais que le devoir que nous avons envers notre pays et notre système politique a ses limites. L'histoire nous le rappelle. Je crois également que, en tant que chrétiennes et chrétiens, nous avons le devoir de dénoncer les dysfonctionnements et les injustices de nos institutions et de nos autorités. Non pas pour discréditer le pouvoir en place, mais pour contribuer, ensemble, à l'améliorer, dans l'espérance commune de voir advenir le Royaume de Dieu.

Interlude

PS : Je ne sais pas si ce détour historique t'a inspiré, cher Jürg. Est-ce que je peux de redonner la parole pour le mot de la fin ?

JS : Le parcours historique que tu viens de retracer, cher Paul, nous montre clairement, à travers l'exemple de Dietrich Bonhoeffer, que le «ET» peut malgré tout, parfois, devenir un «MAIS».

Oui, nous vivons dans des rapports de pouvoir auxquels nous ne pouvons pas simplement nous soustraire. Et lorsque tout va bien, nous pouvons – et nous devons – nous soumettre à ces pouvoirs temporels. Mais qu'en est-il lorsque ces rapports de pouvoir remettent en cause le droit à l'existence de certaines personnes, voire de groupes humains entiers ? Ne devons-nous pas alors, au nom de Dieu, nous opposer à ces puissances ?

«Que voyez-vous sur cette monnaie ? Qu'y est-il écrit ?», demande Jésus à ceux qui voulaient lui tendre un piège. Sur le denier figure l'empereur. D'un côté, son nom est gravé ; de l'autre, on lit l'inscription : Pontifex Maximus, souverain pontife. Cette monnaie nous montre ainsi, de manière saisissante, que l'empereur semble régner sur tout dans son empire : sur tout ce qui est temporel comme sur tout ce qui est spirituel – roi et prêtre à la fois. Il ne reste aucune place pour d'autres.

En ce sens, une pièce de monnaie peut tout à fait devenir le symbole des rapports de pouvoir dominants. Et, plus largement encore, l'argent symbolise la manière dont le pouvoir fonctionne ici-bas : celui qui paie commande.

Et lorsque chaque échange monétaire s'effectue sous l'effigie du souverain en place, cela revêt une portée hautement symbolique.

Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui encore, des personnes comme l'actuel président américain rêvent de faire imprimer, de leur vivant, un billet de banque à leur effigie. Jusqu'à présent, les tribunaux ont pu l'en empêcher.

Et nous ? Nous aussi, nous avons chaque jour de la monnaie entre les mains – aujourd'hui, il est vrai, plutôt des cartes en plastique que de véritables pièces. Pourtant, la pièce suisse de cinq francs nous rappelle que l'argent et son pouvoir ne sont pas tout. Sur sa tranche est gravée cette inscription latine : «Dominus providebit» – «Le SEIGNEUR pourvoira».

Et cette pièce nous ramène aux paroles du psaume 24, qui nous ont accompagnés au début de notre culte : au-dessus de toutes les puissances, si grandes et si écrasantes qu'elles puissent paraître, se tient une autre puissance – Dieu, notre Créateur à tous, à qui appartient la terre, avec tout ce qui vit et respire.

«Au Seigneur, la terre et tout ce qui l'emplit, le monde et tous ceux qui l'habitent.»

À lui seul revient la gloire. Nous pouvons nous approcher de lui tels que nous sommes – comme ses enfants bien-aimés. Nous n'avons pas à acheter sa faveur. Et sur tous les chemins que nous empruntons, nous pouvons lui faire confiance. Il prendra soin de nous. Oui, certainement il pourvoira. La foi en ce Dieu nous donnera le courage et la force de distinguer l'essentiel de l'insignifiant. Amen.

*Jürg Scheibler et Paul Schalck, dimanche 18/10/2026
Leonhardskirche / Église St-Léonard, Basel*

Matthieu 22,15-22

15 Alors les pharisiens allèrent tenir conseil sur les moyens de le prendre au piège en parole. 16 Ils envoient leurs disciples, avec les hérوديens, pour lui dire : Maître, nous savons que tu es franc et que tu enseignes la voie de Dieu en toute vérité, sans te soucier de personne, car tu ne regardes pas à l'apparence des gens. 17 Dis-nous donc ce que tu en penses : est-il permis ou non de payer l'impôt à César ?

18 Mais Jésus, qui connaissait leurs mauvaises intentions, répondit : Pourquoi me mettez-vous à l'épreuve, hypocrites ? 19 Montrez-moi la monnaie avec laquelle on paie l'impôt. Ils lui présentèrent un denier. 20 Il leur demande : De qui sont cette image et cette inscription ? 21 – De César, lui répondent-ils. Alors il leur dit : Rendez donc à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. 22 Étonnés de ce qu'ils avaient entendu, ils le laissèrent et s'en allèrent. (*Trad. NBS 2002 modif.*)

